

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 11/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAGNARD RAYMOND et Fils SARL

Bouzols
43700 Arsac-En-Velay

Références : UID4243-MEA-025-0071

Code AIOT : 0005600910

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2025 dans l'établissement SAGNARD RAYMOND et Fils SARL implanté LE CHIER 43580 Saint-Privat-d'Allier. L'inspection a été annoncée le 20/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAGNARD RAYMOND et Fils SARL
- LE CHIER 43580 Saint-Privat-d'Allier
- Code AIOT : 0005600910
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SARL Sagnard Raymond et fils a été créée en 1998. Il s'agit du regroupement de la société Sagnard Maurice (créée en 1962) et la société Sagnard Raymond (créée en 1971). L'activité carrière a été lancée en 1973/75. Deux carrières sont exploitées par la société : une première de pouzzolane à St Didier d'Allier faisant l'objet de la présente inspection et une seconde de granite à Chaspinhac. La carrière de St Didier d'Allier/Saint-Privat-d'Allier (fusion) a fait l'objet d'un arrêté préfectoral du 14 janvier 2010.

Il y a environ deux campagnes de 15 jours d'extraction par an. Environ deux employés travaillent sur site pendant ces périodes.

L'exploitant a déposé en 2024 un Porter à Connaissance pour l'extension de son activité, cette visite s'est donc réalisée dans un contexte de prise de connaissance du site et de ses enjeux, afin d'évaluer la nécessité d'apporter des compléments à ce PAC et d'ajouter ou de modifier des prescriptions dans un futur AP modificatif. Les terrains concernés par la demande d'extension ont aussi pu être présentés par l'exploitant lors de la visite.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
4	Suite inspection 2023	Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 9,21	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 5	Sans objet
3	Sécurité Publique	Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 7	Sans objet
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La précédente inspection en 2023 avait permis de faire un état des lieux assez complet du site. L'installation est isolée et l'extraction y est relativement peu importante et ponctuelle, ce qui réduit ses impacts.

La visite a permis de constater que l'exploitation est globalement bien tenue. Certains points sont cependant à corriger :

- Remise en état de la clôture endommagée (pas du fait de l'exploitant) en bordure de la parcelle n°233 afin d'assurer la sécurité de la carrière SOUS 3 MOIS ;
- Transmettre un plan d'exploitation à jour SOUS 3 MOIS, et en réaliser un chaque année ;
- Nettoyer l'aire étanche et l'accès au décanteur/déshuileur et transmettre des preuves de cette action.

Dans le cadre du dossier de PAC, il serait utile de s'informer du devenir de la ligne électrique gérée par RTE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 3
Thème(s) : Autre, aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : 3.3 Clôture Le pourtour de la carrière sera fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace, que l'on ne puisse franchir involontairement. Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, d'autre part de loin en loin le long de la clôture. 3.4 Accès (L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique). Un merlon planté de sujet d'essences locales (érables, pins sylvestre, noisetiers, églantiers, aulnes, frênes, sureaux) d'une hauteur de 3 mètres sera réalisé en limite de l'exploitation côté route. Le fossé sera conservé le long de la RD et le talus côté Sud Est du site sera aménagé selon les préconisations du Conseil Général de la Haute-Loire. La voie d'accès à la carrière sera goudronnée sur une quinzaine de mètres au minimum. L'accès à la parcelle voisine n° 223 sera maintenu. 3-5 Plate-forme engins Une plate-forme couverte et étanche pour l'entretien et le ravitaillement des engins mobiles sera réalisée. Elle permettra la récupération totale des liquides polluants accidentellement répandus et des eaux de pluie qu'elle pourra recevoir. Cette plate-forme sera reliée à un décanteur récupérateur d'hydrocarbures adapté à la surface de l'aire et au débit des eaux susceptibles de le traverser.
Constats : La clôture est présente tout autour de la carrière excepté à l'entrée au niveau de l'accès à la voisine n°233 où elle est endommagée, probablement suite au passage de camions en lien avec un défrichement de cette parcelle. L'accès à la route se fait de manière sécurisée. Le merlon en bordure de route a bien été créé, et le fossé le long de la départementale conservé ; l'accès à la parcelle voisine est possible sans devoir passer par le portail de la carrière. La plateforme étanche pour l'entretien et le ravitaillement des engins mobiles existe bien, elle n'est pas couverte. L'exploitant affirme que le ravitaillement des engins se fait bien sur la plateforme, à l'exception du haut de la carrière où le ravitaillement se fait depuis un pick up, en protégeant le sol des égouttures. L'extraction se faisant que par campagnes (environ 15j à 1 mois par an), le ravitaillement des engins n'a pas pu être observé. Seule une pelle mécanique est présente sur site lors de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit remettre la clôture en état sur la zone endommagée sous 3 mois et transmettre une preuve de cette remise en état à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 5
Thème(s) : Autre, Conditions d'exploitation / phasage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5-1 - Principe d'exploitation L'exploitation devra être conçue, organisée et conduite de façon à permettre une bonne insertion de la carrière dans le paysage et à réduire son impact visuel en tenant compte de la vocation et du devenir des terrains exploités. Elle devra être menée dans le respect des mesures de sécurité et de police applicables aux carrières, et notamment l'ensemble du Règlement Général des Industries Extractives (R.G.LE)). La production sera limitée à 5 200 t/an. Au cas où l'exploitant prévoirait de dépasser ce seuil, il devra en faire la déclaration préalable au Préfet.</p> <p>5-2 - Déboisement - défrichage Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage des terrains seront réalisés au fur et à mesure de la progression du front de l'excavation. Ces opérations seront effectuées en dehors des périodes de nidification des espèces sensibles ayant justifié la détermination de la ZICO (la période d'octobre à février semble a priori la plus adaptée).</p> <p>5-4 - Extraction L'exploitation sera conduite en six phases successives avec une progression frontale orientée selon un axe Ouest-Est. La première phase consistera à mettre à niveau une emprise suffisante pour le stockage des matériaux extraits. La cote NGF du carreau final sera de 1119 m. Les fronts de taille successifs auront une hauteur maximale de 15 m. Le sous-cavage est interdit. L'accès aux zones dangereuses des chantiers (danger permanent ou temporaire) sera interdit par une protection adaptée et efficace. Le danger sera également signalé par pancartes.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu indiquer le tonnage réalisé en 2024. Il indique que la carrière extrait une moyenne de 5 900T/an, qui varie selon les chantiers mais évolue vers une augmentation de la demande. Le PAC déposé en 2024 pour l'extension de la carrière inclut une augmentation de production à 10 000 T/an, qui permettrait de régulariser la situation.</p> <p>La carrière est tenue en bon état suite à la dernière campagne d'exploitation, les fronts sont d'un aspect propre, sans sous-cavage et semblent respecter la hauteur de 15 m (à vérifier avec le plan d'exploitation). Les voies d'accès sont maintenues propres et praticables, des merlons importants sont présents pour assurer la sécurité ; les stocks de matériaux extraits sont également bien tenus.</p> <p>Aucun défrichement n'a eu lieu depuis la dernière inspection, et aucun n'est prévu sur l'emprise de la carrière.</p>

<p>L'exploitation est en légère avance sur le phasage prévu dans l'arrêté du 14/01/2010, ce qui s'explique par une demande en hausse ces dernières années, et la présence d'une intrusion de basalte sous forme de banc massif dans la partie Nord-Ouest de l'exploitation, ce qui complique l'accès au gisement sur cette partie. La dernière campagne d'exploitation a eu lieu sur le Sud-Est de l'exploitation qui s'étend jusqu'en limite de la bande des 10 m au Sud de la carrière.</p> <p>L'exploitation au niveau du banc de basalte, formant des blocs importants, est géré avec précaution et sécurité ; un piège à cailloux est mis en place en contrebas des fronts concernés et un purgeage se fait au fur et à mesure à la pelle mécanique depuis le haut de la carrière pour éviter tout sous-cavage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La transmission du plan d'exploitation de 2024 permettra de bien s'assurer de la hauteur des fronts.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Sécurité Publique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Accès et distances limites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.1 Accès sur la carrière</p> <p>Les aménagements d'accès à la voirie publique, la clôture et les barrières aux accès, seront maintenus en bon état. Durant les heures d'activité, l'accès sur la carrière sera contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations. En dehors des heures ouvrées, les accès seront fermés.</p> <p>7-2 - Distances limites et zones de protection</p> <p>Les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique. C'est le cas notamment du pylône supportant la ligne 63 kV gérée par RTE et situé dans l'emprise de la carrière. De plus les conditions d'exploitation dans la zone de protection de la ligne, fixées par la lettre de RTE du 5 juillet 2007 dont copie est au dossier, seront respectées.</p> <p>De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute leur hauteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'accès à la carrière est correctement sécurisé, à l'exception de la clôture endommagée en bordure de la parcelle n°223 (voir point 1). Un portail permet d'encadrer l'accès à la carrière tout en assurant l'accès aux parcelles voisines.</p>

<p>La bordure des 10 mètres semble respectée sur la partie active de la carrière. Le plan d'exploitation de l'année 2024 permettra de s'assurer de cette conformité.</p> <p>Le pylône électrique localisé sur l'emprise de la carrière a été retiré, de même que la ligne 63kV, sans que l'exploitant ait plus d'information sur le devenir de la ligne électrique.</p> <p>L'exploitation se fait de façon raisonnée en prenant en compte la stabilité des terrains. La dernière campagne d'extraction a concernée la partie sud de la carrière, avec une avancée vers l'est conformément à l'AP d'autorisation, en conservant les bancs existants.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Se renseigner sur le devenir de la ligne électrique auprès de la RTE (remplacement, suppression ?) dans le cadre du PAC déposé, pour connaître si des prescriptions sont toujours nécessaires vis-à-vis des 2 pylônes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Suite inspection 2023

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 9,21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, pollution des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>9-1 - Prévention des pollutions accidentelles</p> <p>Seul le ravitaillement des engins d'exploitation est autorisé sur le site, à l'exclusion de tout autre intervention pouvant générer une pollution accidentelle. Il sera réalisé précautionneusement sur l'aire étanche prévue à l'article 3-5.</p> <p>Le lavage des engins de carrière et des véhicules est interdit sur tout le périmètre de la carrière. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -100 % de la capacité du plus grand réservoir, -50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>21.</p> <p>Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel seront mentionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter • le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne niveléesera repérée), • les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc...) <p>Ce plan sera mis à jour tous les ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant affirme que le ravitaillement des engins se fait bien sur l'aire étanche présente sur site.</p>

<p>Aucun lavage des engins n'a lieu. Aucun stockage de liquide n'a été constaté sur place, du fait de l'absence d'exploitation une grande partie de l'année.</p> <p>L'aire étanche est en grande partie recouverte de terre, ce qui diminue son efficacité. L'accès au décanteur/déshuileur est lui aussi obstrué par la présence de terre. Après un nettoyage de l'exploitant, l'inspection a pu constater que le curage du décanteur/déshuileur avait eu lieu conformément aux suites de la précédente inspection en 2023. La végétalisation de celui-ci est cependant rapide.</p> <p>Le plan fourni suite à l'inspection du 21/03/2023, en date de mai 2023, permet d'identifier les limites du périmètre, le positionnement des bornes et l'altitude en différents points de la carrière, ainsi que les éléments utiles à la sécurité (accès, stocks, fronts...). Le plan de l'année 2024 n'a pas pu être fourni, et n'était pas en cours d'élaboration.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé que le plan d'exploitation doit être actualisé tous les ans et transmis à l'inspection des installations classées. Un plan d'exploitation actualisé est attendu sous 3 mois.</p> <p>Au vu de la présence de végétaux au sein du décanteur/déshuileur, il pourrait être utile en plus des curages qui doivent être réalisés régulièrement de procéder à un entretien manuel avant chaque campagne d'exploitation.</p> <p>L'exploitant doit également s'assurer de garder dégagé l'accès à cette installation, et de garder l'aire étanche propre, pour conserver son efficacité. Un nettoyage de l'aire étanche est demandé, avec transmission de photos comme preuve une fois l'opération terminée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2010, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion du bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué tous les 3 ans. Les valeurs relevées doivent respecter les maximums prévus par le présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué lors de la précédente inspection, <i>"La carrière est dans un site isolé et entourée majoritairement de forêts. Le hameau le plus proche est celui du "Chier" et est situé à 500m. Il y a environ un mois d'extraction à la pelle par an. Les nuisances sont donc limitées."</i></p> <p>Une analyse du bruit est attendue dans le cadre de l'extension demandée. Les modalités seront précisées dans la demande de compléments à venir.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>